



# L'Algérie de l'après-Bouteflika: Protestations grandissantes, signes de répression

---

**Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°68**

Alger/Bruxelles, 26 avril 2019. Traduit de l'anglais

---

**Que se passe-t-il ?** Le 2 avril, Abdelaziz Bouteflika, le président algérien, vieillissant et malade, a démissionné sous la pression de l'armée. Cette démission est le résultat de cinq semaines de protestations de rue contre son cinquième mandat dans le cadre des élections présidentielles, initialement prévues à la mi-avril.

**En quoi est-ce significatif ?** La fin des vingt ans de règne de Bouteflika ouvre une période d'incertitude. Jusqu'à présent, le régime est resté en place et a intensifié ses mesures répressives pour convaincre les manifestants de rentrer chez eux et d'accepter une transition dont il fixerait les termes. Mais les protestataires se méfient des promesses du gouvernement intérimaire et réclament des changements plus fondamentaux.

**Comment agir ?** Le régime et les manifestants devraient s'attacher à la non-violence et lancer un dialogue visant à établir une feuille de route pour une transition que les protestataires, les dirigeants du système et les représentants des différents secteurs de la société accepteraient dans ses grandes lignes, pour éviter que la répression policière n'entraîne chaos et violence.

## I. Synthèse

---

Il a fallu cinq semaines de manifestations de rue pour mettre fin au règne d'Abdelaziz Bouteflika, contrecarrant ainsi son dessein de briguer un cinquième mandat de chef de l'Etat. Mais aujourd'hui, trois semaines plus tard, une impasse se profile alors que les manifestants et les forces de sécurité sont en désaccord sur le rythme et le contenu de la transition politique. Des figures clés du régime rejetées par la rue restent au pouvoir, ce qui encourage les manifestants à prôner une rupture nette avec le passé : le départ de toutes les figures de l'ère Bouteflika et l'élaboration d'une nouvelle constitution. En réponse, les autorités ont interdit toutes les manifestations, à l'exception de celles qui ont lieu le vendredi, et expriment de nouveau leur assurance. Pourtant, les protestations ne cessent de s'amplifier. Les dirigeants algériens devraient donc donner des signaux clairs que des changements réels sont en cours : renvoi de gouverneurs, dissolution du parlement et report des élections présidentielles. Ils devraient surtout engager immédiatement un dialogue avec des dirigeants de la société civile acceptés par les manifestants. L'objectif serait de parvenir

à un accord sur les grandes lignes d'une transition politique qui permettrait de rétablir la confiance et de prévenir l'entrée dans un cycle de violence incontrôlée. Le changement en Algérie doit venir de l'intérieur, et non de l'extérieur : toute ingérence étrangère risque aujourd'hui de saper la légitimité de la transition en cours.

## II. Un tournant répressif

---

Le 2 avril, Ahmed Gaid Salah, chef d'état-major de l'armée et vice-ministre de la Défense, a obtenu la démission de Bouteflika en raison de son incapacité à remplir ses fonctions de président, conformément à l'article 102 de la Constitution. Les manifestants ont crié victoire, mais ils ont vite réalisés que ce changement était cosmétique.<sup>1</sup> Bouteflika avait disparu mais le régime (*le pouvoir*) était toujours là : en la personne d'Abdelkader Bensalah, chef de l'Assemblée nationale (chambre haute du Parlement), aujourd'hui président par intérim ; de Nourredine Bedoui, nouveau Premier ministre désigné à la mi-mars à l'issue de la chute du précédent gouvernement, au sein duquel il exerçait la fonction de ministre de l'Intérieur ; de Tayeb Belaiz, président du Conseil constitutionnel (qui a démissionné le 16 avril), ancien ministre de l'Intérieur ; et de Gaid Salah lui-même, architecte de cette transition, assis sans ambages au sommet du pouvoir.

Aux yeux des manifestants, le remplacement de Bouteflika par Bensalah, lequel a rapidement annoncé une élection présidentielle pour le 4 juillet, était une insulte de plus. Si cette décision était conforme à la Constitution, laquelle prévoit des élections dans les 90 jours suivant le départ du président en exercice, les manifestants, qui tiennent les rues depuis le 22 février, y ont vu une manœuvre du régime pour dissoudre leur mouvement (*hirak*) et ignorer leur demande de refonte du système.<sup>2</sup> Le départ forcé de Bouteflika, loin de mettre fin à ces protestations, a encouragé les Algériens à réaffirmer leur objectif de rupture avec le système.

En réponse, les autorités ont interdit toutes les manifestations, à l'exception de celles du vendredi.<sup>3</sup> Durant la semaine du 8 au 11 avril, la police a fait tout son possible pour réprimer les protestations dans la capitale, en particulier celles des étudiants. Elles ont agi plus fermement qu'au cours des semaines précédentes, en utilisant canons à eau, grenades lacrymogènes, balles en caoutchouc, et, pour la première fois, bombes assourdissantes, ainsi qu'en arrêtant des dirigeants de marches protestataires.<sup>4</sup> Malgré tout, les manifestants ont réussi à reprendre la Grande Place de la Poste, le lieu de rassemblement emblématique du mouvement dans la capitale, qu'ils avaient brièvement perdu face à la police.

En prévision de la huitième marche hebdomadaire, le vendredi 12 avril, la police a envoyé des renforts à Alger, tandis que des unités de la gendarmerie nationale se sont déployées à la périphérie de la capitale, notamment à ses points d'accès, pour

---

<sup>1</sup> Entretiens de Crisis Group, manifestants, membres d'organisations de la société civile, Alger, 5 avril 2019.

<sup>2</sup> Entretiens de Crisis Group, manifestants, membres d'organisations de la société civile, Alger 12 avril 2019.

<sup>3</sup> Les autorités n'ont publié aucun communiqué officiel, mais des membres des forces de sécurité affirment avoir reçu des instructions dans ce sens. Entretiens de Crisis Group, membres des forces de l'ordre, Alger, 10 avril 2019.

<sup>4</sup> Observations de Crisis Group, Alger, 10-12 avril 2019.

empêcher les manifestants des villes environnantes, telles que Béjaïa, Bouira, Tizi Ouzou, Blida et Tipaza, de rejoindre leurs compatriotes.<sup>5</sup> Le jour même, d'énormes manifestations se sont déroulées dans 26 des 48 provinces algériennes, y compris à Alger, où des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue.<sup>6</sup> Malgré des contre-mesures répressives, les protestataires n'ont montré aucun signe de faiblesse. Au contraire, une semaine plus tard, le vendredi 19 avril, de nouvelles marches aussi imposantes ont eu lieu.

Le 12 avril était le premier jour depuis le début du mouvement le 22 février que les manifestants exprimaient ouvertement leur hostilité envers l'armée en lançant des slogans tels que « Gaid Salah, dégage ! », et « Nous avons dit tous ! C'est tous ! » – référence au clan Bouteflika et à son entourage.<sup>7</sup> Selon les protestataires, le fait que Gaid Salah impose le rythme et le contenu de la transition équivaut à trahir leur cause.<sup>8</sup> Et le chef militaire a nourri activement cette perception. Dans un communiqué du 10 avril, par exemple, il déclarait que des « parties étrangères » avaient infiltré le mouvement de contestation – un constat que les manifestants considéraient comme visant à discréditer leur mouvement. Salah avait également qualifié d'« irréaliste » l'exigence des manifestants d'une rupture totale avec le système et insisté pour que la légalité constitutionnelle soit strictement respectée.<sup>9</sup> Jusque-là, nombreux étaient ceux qui considéraient Salah comme un partisan de leur cause, notamment après son discours du 26 mars, dans lequel il avait déclaré que Bouteflika devait démissionner.<sup>10</sup>

### III. Le point de non-retour ?

---

Jusqu'à présent lors des manifestations, aucune organisation ou leadership ne se démarque. Aucune personnalité politique ne s'est fait remarquer ou n'a pris la parole en public ; les seules voix qui se sont fait entendre sont celles des citoyens ordinaires. Des syndicats indépendants, des associations de défense des droits de l'homme et des groupes de jeunes – tous capables de mobiliser de leur côté – ont efficacement remplacé les partis politiques d'opposition, dont certains ont parfois fait partie du gouvernement et que les manifestants associent au *pouvoir*, en tant que voix politique de la dissidence algérienne. Les protestataires exigent une transmission du flambeau à une nouvelle génération, de nouveaux visages qui n'ont jamais fait partie du système ou qui n'en ont jamais été proches.<sup>11</sup>

Le manque de leadership identifiable parmi les protestataires facilite les mobilisations de masse mais ne permet pas de formuler clairement un ensemble de revendications qui seraient acceptées dans leur globalité. Les partis politiques tentent de

---

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Observations de Crisis Group, Alger, 10-12 avril 2019. « Direct : 8e vendredi de manifestations populaires. Le peuple maintient la pression », Interlignes.com, 12 avril 2019.

<sup>7</sup> Observations de Crisis Group, Alger, 12 avril 2019.

<sup>8</sup> Entretiens de Crisis Group, manifestants, membres d'organisation de la société civile, Alger, 10-12 avril 2019.

<sup>9</sup> « Transition : Gaid Salah accuse "des parties étrangères" de chercher à imposer leur solution », *Tout sur l'Algérie*, 10 avril 2019.

<sup>10</sup> Entretiens de Crisis Group, manifestants, Alger, mars-avril 2019. « Gaid Salah annonce l'application de l'article 102 de la Constitution », *HuffPost Algérie*, 26 mars 2019.

<sup>11</sup> Entretiens de Crisis Group, manifestants, Alger, mars-avril 2019.

profiter de cette faiblesse pour opérer un retour en force. Ils se sont notamment emparés de la question des élections présidentielles du 4 juillet. Le 16 avril, plusieurs partis d'opposition, des partis de centre gauche aux islamistes – le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le Mouvement de la société pour la paix et le Parti pour la justice et le développement – ont publié une déclaration commune appelant à un boycott des élections tant que les autorités ne conduiront pas des réformes concrètes, créant notamment une commission électorale indépendante garantissant un dépouillage électoral transparent et équitable.<sup>12</sup> Le 18 avril, certaines personnalités politiques ont rencontré le président par intérim, Bensalah, lequel les a invités à participer à un dialogue national, dont l'objectif serait de créer une instance indépendante chargée de préparer ces élections.<sup>13</sup> Les manifestants, soutenus par les organisations de la société civile, craignent cependant que ce dialogue ne soit une ruse – que le gouvernement ne le conduise exclusivement avec les partis et associations, qu'il a domestiqué depuis longtemps.<sup>14</sup>

Les marches des 12 et 19 avril étaient l'occasion pour les Algériens d'exprimer leur opposition à toute forme d'initiative émanant de Bensalah ainsi que d'autres figures du régime. Bien que celui-ci ait recouru à des méthodes plus répressives et ait durci sa rhétorique (en dénonçant des ingérences étrangères au sein des manifestants et en enjoignant ces derniers à éviter d'entraver les initiatives de sortie de crise),<sup>15</sup> ce durcissement de position semble pour l'heure produire le contraire de l'effet escompté : il n'a fait que pousser les protestataires à continuer leur combat.<sup>16</sup> Un certain nombre d'organisations de la société civile et de personnalités politiques, dont de nombreux anciens militants de gauche qui avaient démissionné de leur formation respective à l'issue de leur cooptation par le régime au cours de la décennie précédente, ont exprimé leur indignation face à la brutalité des méthodes policières.<sup>17</sup>

Le mouvement de protestation n'a fait que s'amplifier, d'autres forces s'étant jointes à la mêlée : des généraux de l'armée envoyés à la retraite anticipée ces dernières années ; des officiers de sécurité frustrés par le démantèlement du Département du renseignement et de la sécurité en 2015 ; des hommes d'affaires empêchés de maximiser leurs profits par les membres du clan Bouteflika.<sup>18</sup> Beaucoup ont déci-

---

<sup>12</sup> Entretiens de Crisis Group, militants politiques, Alger, mars-avril 2019. « Les partis de l'opposition ne participeront pas à la présidentielle du 4 juillet », Algérie Presse Service, 16 avril 2019.

<sup>13</sup> Entretiens de Crisis Group, Alger, et entretiens téléphoniques dans d'autres localités du pays, 19 avril 2019. Le 18 avril, Bensalah a rencontré trois personnalités politiques : Abdelaziz Ziari, ancien président de l'Assemblée nationale populaire ; Abdelaziz Belaid, président du front El Moustakbal (l'avenir) et Miloud Brahimi, un avocat. Par la suite, il a appelé à une rencontre avec des partis politiques, laquelle devait se tenir le 22 avril. Mais ces partis ont décliné l'invitation. « Elections : rencontre sur les mécanismes de création d'une instance indépendante », Algérie Presse Service, 23 avril 2019.

<sup>14</sup> Entretiens de Crisis Group, militants politiques et de la société civile, Alger, avril 2019.

<sup>15</sup> « Gaid Salah : les tentatives ciblant la stabilité de l'Algérie ont échoué et vont encore échouer », Algérie Presse Service, 18 avril 2019.

<sup>16</sup> Entretiens de Crisis Group, manifestants, personnalités politiques indépendantes, militants de la société civile, Alger, mars-avril 2019.

<sup>17</sup> Entretiens de Crisis Group, militants de la société civile et activistes politiques, Alger, 12-13 avril 2019.

<sup>18</sup> Entretiens de Crisis Group, anciens hauts fonctionnaires, militaires à la retraite, journalistes d'investigation, militants de la société civile, hommes d'affaires algériens, Paris, Alger, mars-avril 2019.

dé de peser de tout leur poids sur le mouvement de protestation, ouvertement ou en coulisse, et l'encouragent maintenant à s'étendre dans d'autres secteurs, y compris le système judiciaire et le mouvement syndical, pour exercer une plus grande pression sur le régime dans une optique de changement politique plus radical.<sup>19</sup>

Des manifestations ont également lieu dans la région de Kabylie (berbérophone) du pays, mais les revendications qui y sont formulées ne sont pas différentes de celles des autres villes.<sup>20</sup> C'est la première fois depuis l'indépendance en 1962 que le pays connaît une telle unité dans la demande de changement de régime. Les manifestants entonnent en cœur : « pas de Berbères, pas d'Arabes, pas d'ethnie ou de religion ! Nous sommes tous algériens ! »<sup>21</sup> Les médias sociaux sont saturés d'appels à la grève générale visant à paralyser les centres économiques névralgiques du pays, ce qui porterait atteinte aux intérêts vitaux des dirigeants du gouvernement, des hauts gradés de l'armée et des hommes d'affaires étroitement liés au régime.

Le mouvement s'est développé de manière plutôt désordonnée, chaque localité ayant ses propres méthodes de lutte et revendications. Le 12 avril, douze syndicats autonomes se sont joints aux manifestations. Le lendemain, des groupes d'universitaires, des journalistes et d'autres activistes ont appelé la population à former des comités de citoyens pour entamer une transition démocratique.<sup>22</sup> Une association de magistrats a annoncé qu'elle boycotterait l'encadrement de la prochaine élection présidentielle.<sup>23</sup> De même, le 16 avril, 130 maires de la région nord (sur 1 500 dans l'ensemble du pays), appartenant principalement au parti historique d'opposition Front des forces socialistes, majoritairement kabyle, ont annoncé leur refus de participer à l'organisation du scrutin présidentiel du 4 juillet dans leurs communes.<sup>24</sup> Le 17 avril, des avocats ont organisé des défilés dans différentes villes, appelant à « l'indépendance de la justice » et au « respect de la souveraineté du peuple ».<sup>25</sup> Le 14 avril, les travailleurs du secteur pétrolier et gazier se sont mis en grève pour soutenir le mouvement, notamment à Hassi Messaoud (cœur de l'industrie fossile du pays) et à Hassi Rmel dans la région de Laghouat.<sup>26</sup>

L'ensemble de ces développements incite les Algériens ordinaires à affirmer que le mouvement de protestation a atteint le point de non-retour. Le rythme des événements suggère qu'ils n'arrêteront pas de protester, même si la répression s'intensifie, tant que les autorités n'auront pas adressé des signaux clairs indiquant qu'elles sont prêtes à rompre avec le passé – même si les conséquences de cette rupture demeurent insaisissables.<sup>27</sup>

---

<sup>19</sup> Entretiens de Crisis Group, anciens hauts fonctionnaires, militaires à la retraite, journalistes d'investigation, militants de la société civile, Paris, Alger, mars-avril 2019.

<sup>20</sup> Le 12 avril, des grèves ont éclaté tout autour du pays, notamment à Bejaïa (Kabylie) où les employés de la municipalité avaient déjà cessé le travail les semaines précédentes, y compris au port de Bejaïa.

<sup>21</sup> Entretiens de Crisis Group, Alger, 12 avril, 2019.

<sup>22</sup> « Des universitaires appellent les Algériens à former des comités citoyens », *HuffPost Algérie*, 13 avril 2019.

<sup>23</sup> « Le Club des magistrats refuse de superviser les élections présidentielles du 4 juillet », *Tout sur l'Algérie*, 13 April 2019.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> « Les robes noires manifestent à travers le pays pour l'indépendance de la justice », *Algérie Presse Service*, 17 avril 2019.

<sup>26</sup> « Direct : 8e vendredi de manifestations populaires. Le peuple maintient la pression », op. cit.

<sup>27</sup> Entretiens de Crisis Group, manifestants militants de la société civile, Alger, 12-13 avril 2019.

#### IV. Comment agir ?

---

En l'absence de signaux clairs indiquant que le régime est en train de démanteler son propre appareil, le dangereux cycle de protestations de masse entraînant des réponses répressives suscitant à leur tour des mobilisations plus importantes va probablement se poursuivre. Les revendications des manifestants demeurent mal définies, mais semblent – du moins, pourraient – viser le départ complet de tous les caciques du régime. Dans une déclaration publiée le 18 mars, un groupe de 22 organisations de la société civile a décrit les principales étapes d'une transition, incluant le départ du président par intérim, la création d'une haute commission pour la transition, composée de personnes « ayant une autorité morale » et largement acceptée par la population, la mise en place d'un gouvernement de transition, lequel organiserait un dialogue réunissant l'ensemble des secteurs de la société ainsi que des représentants du mouvement protestataire, l'élection d'une assemblée constituante, la rédaction d'une nouvelle constitution ramenant le pays vers la légalité constitutionnelle.<sup>28</sup>

Si les organisations qui portent ces revendications ne sont pas entachées de soupçons de proximité avec le régime, elles semblent représenter principalement la classe moyenne urbaine éduquée. Les revendications des autres secteurs de la société varient selon la localité et le groupe qui les formulent. Certains groupes ont mentionné la nécessité de signaux du *pouvoir* annonçant clairement son intention de se réformer. Parmi ces signes : le limogeage de gouverneurs, le report des élections présidentielles, la dissolution du parlement et l'établissement d'un gouvernement d'union nationale.<sup>29</sup> Des syndicats de travailleurs et organisations de la société civile seraient en train de rédiger des propositions quant à la composition d'un futur gouvernement de ce type.<sup>30</sup> Mais excepté le désir palpable de rupture avec le passé, aucun sens de la coordination étroite ou consensus large n'émerge.

Le régime a profité de l'absence de direction unifiée du mouvement pour tenter de le coopter et de le diviser – sous couvert d'une campagne anti-corruption réglant des comptes internes. En avril, les forces de sécurité ont arrêté Ali Haddad, l'ancien président du Forum des chefs d'entreprise algérien, et les quatre frères milliardaires, Kouninef, dans le cadre d'une vraisemblable croisade anti-corruption. Les cinq hommes d'affaires étaient des piliers du régime, sans être pour autant des proches de Gaïd Salah.<sup>31</sup> Les accusations de corruption qui pèsent contre eux sont identiques à celles portées par le passé contre des personnalités au sein de l'armée, dans ce que beaucoup considéraient à l'époque comme un règlement de compte et qui, comme le note un ancien haut fonctionnaire, « n'a en rien changé le système ».<sup>32</sup>

Plus tard au cours de ce mois, les forces de l'ordre ont arrêté Issad Rebrab, un milliardaire considéré comme la personne la plus riche d'Algérie – exemple frappant d'un Etat qui poursuit des hommes d'affaires qui ont longtemps soutenu les oppo-

---

<sup>28</sup> « La société algérienne propose sa feuille de route pour l'instauration de la nouvelle république », Ligue algérienne des droits de l'homme, 18 mars 2019.

<sup>29</sup> Entretiens de Crisis Group, militants de la société civile et activistes politiques, Alger, Paris, mars-avril 2019.

<sup>30</sup> Entretiens de Crisis Group, militants des droits humains, dirigeants du Rassemblement action jeunesse (organisation de la société civile), Alger, 12 avril 2019.

<sup>31</sup> Voir « Algérie : le simulacre de justice de Gaïd Salah », *Mondafrique*, 24 avril 2019.

<sup>32</sup> Crisis Group phone interview, former senior executive, Tunis, 23 avril 2019.

sants de Bouteflika.<sup>33</sup> Au lieu de rassurer les manifestants sur la disposition des autorités à combattre le fléau de la corruption, que ce soit dans le camp des partisans de Bouteflika ou dans celui de ses opposants, beaucoup pensent que cette campagne anti-corruption est un prétexte pour que le régime reprenne pied, se lance dans une purge interne ou quelque chose de similaire, sans pour autant faire quoi que ce soit de concret afin d'éradiquer la corruption en son sein même.<sup>34</sup>

Si ce stratagème échoue, à savoir si les citoyens continuent de s'assembler dans les rues pour réclamer une refonte complète du système, le régime pourrait choisir d'intensifier ses mesures répressives afin de décourager les Algériens, autres que les militants purs et durs, de participer aux manifestations, puis de sévir contre les récalcitrants. Mais dans le contexte actuel, de telles réponses dissuasives ne risquent pas de mettre un terme aux mobilisations de masse.

Face au risque d'un affrontement sanglant et déstabilisant, la meilleure voie à suivre devrait comporter les trois éléments suivants : un engagement mutuel en faveur de la non-violence ; un dialogue régime-citoyen qui englobe les principaux secteurs de la société ; et, à travers cette discussion, l'avancement vers la satisfaction des principales demandes des protestataires, tels que décrites plus haut, tout en garantissant au régime qu'il ne sera pas la cible de représailles l'acculant à une impasse.

## **V. Conclusion**

---

L'Algérie de l'après-Bouteflika se trouve à une étape charnière. Elle pourrait s'engager sur la voie de réformes substantielles et de mesures originelles capables de changer le système. Sans quoi, le régime pourrait renouer avec ses tendances autocratiques et répressives. Ce dernier scénario finirait par entraîner l'effondrement du régime, mais le coût humain n'en serait que trop élevé.

L'option la plus sûre et la plus raisonnable serait l'établissement d'un dialogue ouvert entre le régime et des représentants du mouvement sur les conditions d'une transition globalement acceptable. Celle-ci prendrait en considération les préoccupations les plus immédiates des manifestants tout en garantissant au régime que des représailles ne le viseraient pas. Elaborer et mettre en œuvre une telle transition tient de l'impossible, mais maintenant que l'Algérie s'est lancée dans l'après-Bouteflika, il ne semble pas y avoir de meilleure alternative.

**Alger/Bruxelles, 26 avril 2019**

---

<sup>33</sup> Agence France Presse, 23 April 2019. Pour une mise en contexte voir le rapport de Crisis Group Moyen-Orient et Afrique du Nord N°192, *Surmonter la paralysie économique de l'Algérie*, 19 novembre 2018.

<sup>34</sup> Entretiens téléphoniques de Crisis Group, militants de la société civile, Tunis, 23 avril 2019.



International Crisis Group

**Headquarters**

Avenue Louise 149, 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38. Fax: +32 2 502 50 38

[brussels@crisisgroup.org](mailto:brussels@crisisgroup.org)

**New York Office**

[newyork@crisisgroup.org](mailto:newyork@crisisgroup.org)

**Washington Office**

[washington@crisisgroup.org](mailto:washington@crisisgroup.org)

**London Office**

[london@crisisgroup.org](mailto:london@crisisgroup.org)

**Regional Offices and Field Representation**

Crisis Group also operates out of over 25 locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

**See [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org) for details**

*PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.*